

Baromètre Grant Thornton des PME-ETI

Des dirigeants PME-ETI optimistes... pour le moment !

18 septembre 2025_ Grant Thornton, groupe d'audit et de conseil, présente ce jour les résultats de son **Baromètre des PME-ETI**. Cette étude a été réalisée du **6 au 25 août 2025**, auprès de 221 dirigeants d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions d'euros, par l'Institut Opinionway, en partenariat avec le magazine Challenges.

À RETENIR

- La confiance en l'économie française en progrès mais reste fragile et paradoxale,
- Rebond de la confiance dans l'économie mondiale,
- L'emploi se met sur pause,
- Les dirigeants d'ETI demandent de la stabilité et de la visibilité au second semestre,
- Un basculement des préoccupations des patrons : du national à l'international !

Adam Nicol, Président de Grant Thornton, déclare : « En cette rentrée, la confiance se maintient chez les dirigeants de PME-ETI. 85 % se déclarent confiants dans l'avenir de leur entreprise et, portés par une série d'indicateurs meilleurs qu'attendus, leur optimisme en l'économie française redevient nettement majoritaire. Cet élan retrouvé reste néanmoins fragile : l'emploi a ralenti dans l'attente d'un climat économique et politique plus serein. La possible instabilité politique après la chute du gouvernement Bayrou et l'évolution de la situation internationale seront des critères déterminants d'ici la fin de l'année 2025 pour les entrepreneurs. »

L'optimisme fait son grand retour chez les dirigeants à la rentrée

Les patrons de PME-ETI affichent une confiance toujours solide dans leur entreprise. 85 % (+2 %) d'entre eux se déclarent confiants en septembre. Fait particulièrement marquant, la proportion de dirigeants se disant très confiants enregistre une progression significative de 9 points, atteignant désormais 22 %.

L'économie française inspire confiance... mais pas trop !

L'optimisme en l'économie française progresse de 10 points pour atteindre 60 % en septembre. Après la chute observée au printemps 2025, l'indicateur progresse de 20 points depuis juin et atteint son deuxième meilleur score depuis 2022.

Les chiffres annoncés fin août par l'Insee, légèrement meilleurs qu'attendus : croissance du PIB de +0,3 % au dernier trimestre et une légère progression du pouvoir d'achat ont contribué à cette embellie. Elle se traduit par la baisse notable du nombre de dirigeants se déclarant «très inquiets », désormais limitée à 7 % (-10 points).

Les secteurs de l'industrie et de la construction se distinguent particulièrement, enregistrant une hausse importante de la confiance (+18 points), tout comme les services, qui affichent également une progression notable (+15 points).

Cette dynamique positive contraste toutefois avec un environnement économique et politique toujours complexe, et notamment un budget 2026 d'ores et déjà contesté. À cela s'ajoute une instabilité politique chronique, illustrée par le vote de défiance contre le gouvernement Bayrou et sa démission (événements survenus après la période de collecte), ouvrant la voie à un cinquième gouvernement en l'espace de deux ans. Le poids de ce nouveau remaniement pourrait influencer le moral des dirigeants lors des prochaines vagues de mesure.

L'emploi se met sur pause à la rentrée

Si la confiance des dirigeants dans l'économie française s'est renforcée, le marché de l'emploi n'affiche pas la même dynamique. Les intentions de recrutement reculent nettement pour atteindre 4 %, soit leur niveau le plus bas depuis 2022. Ce repli traduit la prudence des dirigeants. 93 % préfèrent temporiser et maintenir le nombre de leurs salariés dans l'attente d'une meilleure visibilité sur l'environnement économique et politique.

Toutefois, il est important de noter que les réductions d'effectifs restent limitées et stables à 2 %, signalant l'absence de crise majeure. Le solde d'emploi* s'établit donc à 2 % (-6 points) en septembre.

**différence entre les entreprises qui prévoient d'embaucher et celles qui envisagent de réduire le nombre de salariés*

Un retour de confiance à l'échelle internationale malgré les droits de douane

La confiance dans l'économie mondiale connaît un net rebond, atteignant 42 % (+12 points), après le creux observé au printemps, principalement dû aux tensions commerciales et à l'annonce de nouveaux tarifs douaniers américains.

L'accord plafonnant les droits de douane entre l'Union européenne et les États-Unis a permis de redonner un élan, particulièrement marqué dans les secteurs de l'industrie-construction (54 %, +21 points) et des services (46 %, +17 points), alors que celui du commerce reste encore sur ses gardes (26 %).

Des dirigeants qui veulent de la stabilité et de la visibilité au second semestre

Pour le second semestre 2025, 52 % des dirigeants s'attendent à une activité stable. 38 % anticipent une croissance modérée (moins de 10 %) et seulement 10 % prévoient un recul, dont 2 % une baisse marquée de l'activité (-10 % ou plus).

Afin de soutenir l'activité, les patrons identifient plusieurs grandes priorités : l'instauration d'un cadre fiscal plus stable et prévisible (57 %), le maintien des crédits d'impôts et des dispositifs liés à l'investissement et à l'innovation (54 %) ainsi que le soutien à la formation (53 %).

Les entrepreneurs réclament donc avant tout de la visibilité pour soutenir leur développement. L'ouverture internationale apparaît en revanche secondaire : seuls 23 % considèrent les aides à l'export comme une priorité.

Droits de douane : un signal politique plus qu'économique

La récente hausse de 15 % des droits de douane américains est perçue comme un facteur d'inquiétude mais limité par les ETI. Certes, 70 % des dirigeants se disent concernés, mais l'impact est jugé faible (44 %) ou modéré (24 %) ; seuls 2 % évoquent un effet fort, tandis que 30 % ne se sentent pas concernés (absence d'échanges avec les États-Unis).

Si la portée économique immédiate reste contenue, la dimension symbolique de l'instabilité internationale domine : ces tensions rappellent la vulnérabilité de leurs chaînes de valeur. En réponse, les dirigeants plébiscitent la simplification administrative (78 %), le renforcement des chaînes d'approvisionnement locales et européennes (62 %) et un accès facilité au financement (60 %).

La tendance à la relocalisation (36 %), amorcée dès la crise sanitaire, se confirme. En revanche, la diversification hors d'Europe reste marginale (14 % seulement).

Les préoccupations basculent du national vers l'international

Si en janvier 2025, les inquiétudes des chefs d'entreprise se concentraient surtout sur la scène nationale l'instabilité politique (67 % en janvier) et budgétaire (63 % en janvier), liées à la censure du gouvernement Barnier et au rejet du budget 2025. En cette rentrée, ces craintes reculent fortement (43 % et 45 %), laissant place aux préoccupations internationales : tensions géopolitiques (71 %, +33 points vs. janvier), contexte économique international (70 %, +30 points) et incertitudes réglementaires (70 %, +44 points), faisant écho aux tensions commerciales internationales.

Il est important de noter que le vote de confiance du gouvernement Bayrou et sa démission n'avaient pas encore été annoncés lors de la période de collecte des entretiens. Ce sont des événements susceptibles d'accentuer les préoccupations des dirigeants et d'amplifier ce sentiment de flottement.

Méthodologie : étude quantitative réalisée du 6 au 25 août 2025 auprès d'un échantillon de 221 dirigeant(e)s d'entreprises (PDG, DG, DAF ...) dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions d'euros. Les questions d'actualité ont été posées uniquement aux dirigeants dont le CA est supérieur à 50 M€.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement sur les données de secteurs d'activité et de taille salariale. L'échantillon a été interrogé par téléphone sous système CATI par le partenaire Ariane Etudes.

Pour plus d'informations, contactez :

Agnès de Ribet

Associée en charge du Business Development, du Marketing et de la Communication
T 01 41 25 86 72

E agnes.deribet@fr.gt.com

Mathieu Ferrie

Responsable Relations Presse
et Partenariats

T 01 41 25 90 67

E mathieu.ferrie@fr.gt.com

À propos de Grant Thornton France

Grant Thornton, groupe leader d'Audit et de Conseil, rassemble en France plus de 2800 collaborateurs dont 155 associés dans 24 bureaux, en se positionnant sur 6 métiers : Audit, Expertise Conseil, Conseil Financier, Conseil Opérationnel & Outsourcing, Conseil Juridique et Fiscal et Transformation Durable.

Grant Thornton accompagne les entreprises dynamiques (sociétés cotées, entreprises publiques et privées) pour leur permettre de libérer leur potentiel de croissance, grâce à l'intervention d'associés disponibles et impliqués, épaulés par des équipes délivrant une expertise à très haute valeur ajoutée.

Les membres de Grant Thornton International Ltd constituent l'une des principales organisations d'Audit et de Conseil à travers le monde. Chaque membre du réseau est indépendant aux plans financier, juridique et managérial.

<http://www.grantthornton.fr/>

À propos de Grant Thornton International Limited

Grant Thornton International Ltd, groupe leader d'Audit et de Conseil, est un réseau intégré et indépendant, rassemblant plus de 73 000 collaborateurs dont 4000 associés implantés dans 145 pays. La puissance de l'organisation internationale permet de mobiliser des équipes multiculturelles et de répondre aux problématiques des clients de manière globale, garantissant ainsi les mêmes standards de qualité, de risk management, de process et d'excellence, partout dans le monde.

<https://www.grantthornton.global/en/>